

Rémi Dalisson, *Les guerres et la mémoire*, Paris, CNRS Éditions, 2013, 334 p.

Elouan Rochcongar

Dans la lignée de ses précédents travaux consacrés aux fêtes et aux cérémonies publiques dans la France des XIX^e et XX^e siècles, Rémi Dalisson, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Rouen, a choisi, dans le présent ouvrage, de se consacrer à l'analyse des rapports qu'entretiennent guerres et mémoire en France de 1870 à nos jours. Sa réflexion s'ouvre sur le constat selon lequel le poids de la mémoire de guerre y est particulièrement lourd : huit célébrations nationales sur les douze que compte le calendrier mémoriel commémorent un conflit. Selon lui, ces commémorations, organisées pendant ou après les combats, appelées à perdurer – 11 Novembre ou 8 Mai –, parfois variées dans leur thématique – des fêtes de la résistance aux mémoires de guerres particulières – visent à produire de la légitimité et à incarner la Nation par l'établissement d'un consensus. Les analysant comme des révélateurs d'impensés identitaires, l'auteur se propose de suivre ces rapports entre histoire et mémoire, faits de ruptures et de continuités, selon un cheminement chronologique en quatre moments partant des premières cérémonies de guerre à la suite de la défaite de 1870 pour aboutir au 11 Novembre « rénové » que nous connaissons aujourd'hui.

Sans ignorer l'existence de précédents, Rémi Dalisson fait donc remonter cette tradition commémorative aux lendemains de la guerre de 1870, les premiers monuments aux morts surgissant dès l'après-guerre afin que la nation puisse « surmonter sa douleur et faire son deuil ». Aussi les premiers édifices et cérémonies du souvenir seront-ils pris en charge par les communes, les « petites patries », avec le soutien de l'Église, ainsi que les groupements d'anciens combattants. Avec l'élaboration d'un cadre juridique concernant les cimetières militaires et les progrès électoraux des républicains, les cérémonies d'inauguration de monuments vont se charger d'un autre sens, le deuil laissant place à une politique de la mémoire qui adosse idée de revanche et idéal républicain en transformant la défaite en victoire morale. Ces fêtes, diverses dans leurs objets, deviennent un lieu de militantisme et de pédagogie civique s'appuyant sur un dense encadrement associatif et scolaire, tout un environnement festif et sonore posant les fondements « d'une culture de guerre ». Cependant, selon l'auteur, l'unanimisme va laisser place aux premières tensions entre deux types de nationalisme, liées au débat sur l'identité française. Ces cérémonies, au départ fondées sur un « nationalisme ouvert » consensuel, vont connaître, dans le contexte de l'affaire Dreyfus et des offensives des Ligues, la concurrence d'un « nationalisme fermé », fondé sur la race biologique et hanté par le déclin, qui va de plus en plus dicter leur agenda et les discours qui s'y tiennent.

Au seuil du deuxième temps de l'étude qui le mène jusqu'en 1944, l'auteur souligne que la Grande Guerre va mettre sous l'éteignoir ces querelles identitaires et réconcilier temporairement ces deux nationalismes. En plus des commémorations traditionnelles, de nouvelles fêtes sont créées afin de donner un sens aux combats. Ceci amène l'auteur à se consacrer à une analyse des fêtes de la Marne – mélange de républicanisme et de religiosité autour du personnage de Charles Péguy – et des Journées de guerre. Pourtant, selon lui, à l'issue de la guerre, ces fêtes n'auront pas suffi à résoudre durablement les questions identitaires. La commémoration du 11 Novembre obtenue par les puissantes organisations d'anciens combattants ainsi que le vaste mouvement de construction des monuments aux morts mettent certes en avant le poids du deuil qui pèse sur la société. Les cérémonies se déroulant au pied des monuments, dominées par un état d'esprit pacifiste, sont l'occasion pour la nation de rendre hommage aux soldats-citoyens et un moyen de pédagogie civique. Mais les fêtes de la Marne sont précisément l'occasion de voir (re)surgir des affrontements entre identités et imaginaires : le pacifisme républicain, les Ligues et le communisme. La période de l'Occupation voit ces conflits identitaires se poursuivre puisque le régime de Vichy conserve des commémorations républicaines dont il gomme l'aspect républicain au profit d'une « identité conservatrice », doloriste et auxquelles il en adjoint d'autres, tournées vers l'avenir comme l'anniversaire de la Légion, puisant dans le « modèle fasciste » et empruntant aux héritages républicains, mais au service d'une identité fermée. La résistance répond par une utilisation des fêtes et du roman national lui permettant d'« affirmer sa propre identité rebelle » en perturbant les 11 novembre vichystes ou en célébrant l'anniversaire de la fondation de la République. La Libération pose de nouvelles questions identitaires aux organisations de résistance, les fêtes de la Libération étant l'occasion de voir s'associer des éléments qualifiés de républicains à d'autres inspirés du communisme et le 11 Novembre intégrant les résistants lesquels défilent devant les anciens combattants.

L'après-Libération ouvre le troisième temps de la réflexion. Couvrant la IV^e République, cette période est marquée par l'apparition de nouveaux « canons scénographiques et identitaires » et, malgré le consensus apparent des premières cérémonies, l'affrontement de trois entités : le gouvernement et ses conceptions classiques de la fête, les communistes et les gaullistes. Une nouvelle fête vient s'adjoindre au dispositif, le 8 Mai, symbole d'une unité nationale retrouvée. Cependant, les premiers tiraillements se font sentir avec les célébrations du 18 juin, où le général de Gaulle, homme providentiel, devient « rempart contre le communisme ». Chaque camp va alors chercher à imposer sa propre définition de la fête, organisant sa propre manifestation à partir de 1947 et mettant en valeur ses propres espaces. À côté de ce contexte de guerre froide pesant sur l'organisation des fêtes, l'auteur souligne aussi le poids des guerres coloniales, les colonies étant invitées au dixième anniversaire du 8 Mai et le 11 novembre 1958 étant mobilisé par le président René Coty au service d'un appel à l'unité nationale.

Le retour du général de Gaulle voit les cérémonies s'orienter vers une mise en valeur de sa « geste fédérative » et, alors que la lutte des mémoires avec les communistes se poursuit, l'auteur souligne que cette vision unanimiste ne fait plus consensus dans une « société travaillée par l'hédonisme ». Aussi, l'arrivée à la tête de l'État de deux

présidents de la République qui n'ont pas ou peu connu la résistance mène à un recadrage des cérémonies non sans contestations de la part des associations d'anciens combattants, la « modernisation » des fêtes – qui empruntent pourtant toujours au roman national sous François Mitterrand – débouchant notamment sur une valorisation de l'identité européenne illustrée par la cérémonie de 1984 à Verdun.

S'étendant de 1990 à nos jours, la dernière période marque l'aboutissement d'un processus qui voit le « consensus des fêtes vole[r] en éclat », chaque groupe social revendiquant « sa » journée commémorative. À travers l'exemple de la Journée de Commémoration des persécutions racistes et antisémites, Rémi Dalisson décrit un format commémoratif de Journées qui lui semble moins intégrateur que les commémorations traditionnelles qui concernent l'ensemble des citoyens. L'autre nouveauté de la période est l'affirmation de ces revendications particulières aux « guerres honteuses », d'Algérie et d'Indochine. Dans ce cadre, chaque commémoration devient l'occasion de conflits mémoriels aggravés par les usages de l'histoire de Nicolas Sarkozy et le débat sur l'« identité nationale ». En cela le 11 Novembre rénové entre en résonance avec sa conception de la Nation perçue « comme une essence supérieure construite sur le temps long des guerres, une nation racinée dans la glèbe et la religion autant que dans la République ». L'auteur regrette alors de voir, en dehors de tout projet pédagogique, tous les conflits mis sur le même plan et décontextualisés, seule subsistant – comme en 1870 – l'émotion.

En conclusion, Rémi Dalisson nous offre ici un ouvrage stimulant et passionnant, comme l'illustre sa description des mobilisations lors des Journées de guerre ou des fêtes de la Marne. Il a également le mérite de mettre en évidence ce que les commémorations peuvent avoir de conflictuel, ce contexte pesant sur la mise en forme des cérémonies. Cependant, l'ouvrage est traversé d'un paradoxe apparent qui témoigne des limites d'une lecture des commémorations au prisme de l'« identité » : chaque étape mémorielle est l'occasion pour l'auteur de noter une rupture dans l'unanimité supposé des cérémonies précédentes. Ne faudrait-il pas alors analyser comment ces cérémonies construisent cet unanimité ? Les mobilisations associatives sous la III^e République, au demeurant très bien soulignées, auraient pu constituer une porte d'entrée utile, le citoyen ne participant pas à ces cérémonies à la suite d'une délibération intérieure mais par l'inclusion dans des groupes dont l'intégration aux fêtes crée cette impression d'unanimité. Il ne s'agit pas de nier que deuil, douleur ou joie puissent présider à cette participation mais de dire que l'on ne saurait inférer de la participation une adhésion profonde au moment commémoratif ni une adhésion identitaire davantage postulée que démontrée. Ainsi, lorsque les mouvements politiques se déchirent autour des commémorations, ce n'est pas tant pour affirmer leur identité – même si ceux-ci tiennent effectivement des discours sur l'identité – mais pour transposer leurs luttes politiques sur un terrain qui leur semble relever du politique. Certes, l'auteur ne l'ignore pas, mais à trop insister sur la question de l'identité, il a tendance à mobiliser des concepts relatifs à un « inconscient collectif » ou à des « passions » largement postulées faisant perdre par là même à l'argumentation la force que la description des conflits apporte à l'ouvrage.